

**Art. 5.** Le présent décret entre en vigueur à une date à fixer par le Gouvernement flamand.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Bruxelles, le 29 janvier 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-être des animaux et du Vlaamse Rand,  
B. WEYTS

—————  
Note

(1) *Session 2020-2021*

Documents : – Projet de décret : 485 – No 1

– Amendements : 485 – N° 2

– Rapport : 485 – N° 3

– Texte adopté en séance plénière : 485 – No 4

Annales - Discussion et adoption : Séance du 27 janvier 2021.

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/20388]

#### 4 FEVRIER 2021. — Décret portant des mesures diverses concernant les fonctions de promotion et de sélection dans l'enseignement

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**CHAPITRE I<sup>er</sup>.** — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 16bis de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « pour exercer une fonction de recrutement » sont insérés entre les mots « qui en fait la demande » et les mots « , après en avoir bénéficié durant une année scolaire ou académique complète ».

**Art. 2.** A l'article 19 du même arrêté, il est inséré un second alinéa rédigé comme suit:

« Ce congé qui résulte de la reprise de ses fonctions, par demi-prestation, par le membre du personnel concerné est accessible aux membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif dans une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion ».

**Art. 3.** A l'article 22ter du même arrêté royal, les termes: « ou nommé ou engagé à titre définitif dans une fonction de promotion, ou nommé ou engagé à titre définitif pour plus d'une demi-charge dans une fonction de sélection, » sont insérés entre les termes: « pour plus d'une demi charge, » et les termes: « en position administrative de disponibilité ».

**CHAPITRE II.** — *Dispositions modifiant la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977*

**Art. 4.** Un nouvel alinéa 6 rédigé comme suit est ajouté à l'article 76 de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977:

« Par dérogation au 2° de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article, les membres du personnel de l'enseignement visés audit alinéa titulaires d'une fonction de promotion et ayant atteint l'âge légal de la pension de retraite peuvent être, à leur demande et en cas d'autorisation du Pouvoir organisateur, maintenus en activité de service. La période du maintien en activité est fixée pour une durée d'une année. Elle peut être prolongée jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours. Ce maintien en fonction est renouvelable, selon les mêmes modalités, pour une seule période d'une durée d'une année. Cette période d'une année peut être prolongée jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours. ».

**CHAPITRE III.** — *Disposition modifiant la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux*

**Art. 5.** Dans la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux il est réinséré un nouvel article 4bis rédigé comme suit:

« Article 4bis – Par dérogation aux articles 3 et 4 précédents, le Centre psycho-médico-social dont le directeur obtient une réduction de son temps de travail en vertu soit:

- a) de l'article 19 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et congés des Centres psycho-médico-sociaux;
- b) de l'article 22bis de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et congés des Centres psycho-médico-sociaux;
- c) de l'article 10ter de l'arrêté royal n°297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;
- d) de l'article 10quatorduodécies/1 de l'arrêté royal n°297 précité;

e) de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux,

se voit octroyer, pour seconder son directeur, un emploi temporaire de conseiller psycho-pédagogique à temps partiel à partir de la date d'activation de la disposition visée, et ce, respectivement à mi-temps (situations a et b), à quart-temps (situations c et d) ou à un cinquième-temps (situation e). Cet emploi ne peut faire l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif. Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application. ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection*

**Art. 6.** A l'article 19 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, un second alinéa est ajouté comme suit:

« Ce congé est accessible aux membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif dans une fonction de recrutement ou de promotion ».

**Art. 7.** A l'article 22bis du même arrêté royal, les mots « ou nommé ou engagé à titre définitif dans une fonction de promotion, » sont insérés entre les mots « pour plus d'une demi charge, » et les mots « en position administrative de disponibilité ».

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux*

**Art. 8.** L'article 2 de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, est remplacé par ce qui suit:

« Dans l'enseignement secondaire de plein exercice, le coordonnateur de centre de technologies avancées qui exerce sa fonction à prestations complètes assure des prestations à concurrence de 38 heures par semaine. Par ailleurs, les emplois de coordonnateurs de centre de technologies avancées peuvent être confiés à deux membres du personnel qui sont chargés chacun d'une demi-charge, après avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord ».

**Art. 9.** A l'article 10ter du même arrêté royal, après le paragraphe 1<sup>er</sup>, il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup>/1 rédigé comme suit:

« § 1<sup>er</sup>/1. Les membres du personnel visés à l'article 7, en activité de service, qui sont titulaires d'un emploi à temps plein dans une fonction de promotion, peuvent bénéficier durant 48 mois maximum d'une mise en disponibilité partielle à quart temps pour convenances personnelles précédant la pension de retraite conformément aux dispositions du présent paragraphe, pour autant qu'ils ne puissent pas bénéficier d'une pension de retraite à charge du Trésor public et qu'ils soient âgés de 55 ans au moins au plus tard au 31 décembre 2011.

En vertu de l'article 10duodecies, § 3, le délai maximum de 48 mois visé à l'alinéa précédent peut être prolongé, avec l'accord du Pouvoir organisateur, jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours.

Lorsque des directeurs tenus d'assurer des périodes de cours conformément aux articles 23 et 45 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement ou aux articles 41 et 75 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, bénéficient de la mise en disponibilité visée à l'alinéa précédent, celle-ci porte prioritairement sur des périodes de cours.

Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé, pour les périodes qui ne sont plus prestées, un traitement d'attente ou une subvention-traitement d'attente s'élevant à 50 p.c. du dernier traitement d'activité ou de la dernière subvention-traitement d'activité attribué(e) à ce nombre de périodes »

**Art. 10.** Après l'article 10quatordecies du même arrêté royal, il est inséré un article 10quatordecies/1 rédigé comme suit:

« Article 10quatordecies/1. - Aux conditions générales fixées à la section I<sup>re</sup> du présent chapitre, les membres du personnel visés à l'article 10undecies, en activité de service, qui sont titulaires d'un emploi à temps plein dans une fonction de promotion, peuvent bénéficier durant 48 mois maximum d'une mise en disponibilité partielle à quart-temps pour convenances personnelles, soit l'équivalent de maximum 12 mois du résultat calculé à l'article 10duodecies § 1<sup>er</sup>.

En vertu de l'article 10duodecies, § 3, le délai maximum de 48 mois visé à l'alinéa précédent peut être prolongé, avec l'accord du Pouvoir organisateur, jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours.

Lorsque des directeurs tenus d'assurer des périodes de cours conformément aux articles 23 et 45 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement ou aux articles 41 et 75 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, bénéficient de la mise en disponibilité visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, celle-ci porte prioritairement sur des périodes de cours.

Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé, pour les périodes qui ne sont plus prestées, un traitement d'attente ou une subvention-traitement d'attente s'élevant à 50 p.c. du dernier traitement d'activité ou de la dernière subvention-traitement d'activité attribué(e) à ce nombre de périodes ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal n°456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat*

**Art. 11.** A l'article 8, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal n°456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 1<sup>er</sup> est complété par ce qui suit: « Cet emploi ne peut être scindé ».

2° Au § 1<sup>er</sup>, est ajouté l'alinéa suivant rédigé comme suit:

« Sans préjudice de l'alinéa précédent, l'internat dont l'administrateur obtient une réduction de son temps de travail en vertu soit:

a) de l'article 19 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

b) de l'article 22<sup>ter</sup> de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité;

c) de l'article 10<sup>ter</sup> de l'arrêté royal n°297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

d) de l'article 10<sup>quatorduodécies</sup>/1 de l'arrêté royal n°297 précité;

e) de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux,

se voit octroyer, pour seconder son administrateur, un emploi temporaire d'éducateur ou d'éducateur d'internat à temps partiel à partir de la date d'activation de la disposition visée, et ce, respectivement à mi-temps (situations a et b), à quart-temps (situations c et d) ou à un cinquième-temps (situation e). Cet emploi ne peut faire l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif. Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application ».

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale*

**Art. 12.** Dans le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, il est inséré un nouvel article 112 rédigé comme suit:

« Article 112 – L'emploi de directeur visé à l'article 111 ne peut être scindé.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, le ou les établissement(s) dont le directeur obtient une réduction de son temps de travail en vertu soit:

a) de l'article 19 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

b) de l'article 22<sup>ter</sup> de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité;

c) de l'article 10<sup>ter</sup> de l'arrêté royal n°297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

d) de l'article 10<sup>quatorduodécies</sup>/1 de l'arrêté royal n°297 précité;

e) de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux,

se voit octroyer, pour seconder son directeur, un emploi temporaire de directeur adjoint à temps partiel à partir de la date d'activation de la disposition visée, et ce, respectivement à mi-temps (situations a et b), à quart-temps (situations c et d) ou à un cinquième-temps (situation e). Cet emploi ne peut faire l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif. Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application.

Le directeur adjoint visé à l'alinéa précédent et qui:

a) preste un mi-temps, est tenu de prester au minimum en nombre d'heures l'équivalent de quatre demi-journées par semaine;

b) preste un quart-temps ou un cinquième-temps est tenu de prester au minimum en nombre d'heures l'équivalent de deux demi-journées par semaine ».

#### CHAPITRE VIII. — *Dispositions modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

**Art. 13.** Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, il est inséré un article 21<sup>ter</sup>/1 rédigé comme suit:

« Article 21<sup>ter</sup>/1. – Un emploi de directeur est octroyé à toute école d'enseignement secondaire ordinaire organisée ou subventionnée par la Communauté française. Cet emploi ne peut être scindé.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, l'école dont le directeur obtient une réduction de son temps de travail en vertu soit:

a) de l'article 19 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

b) de l'article 22<sup>ter</sup> de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité;

c) de l'article 10<sup>ter</sup> de l'arrêté royal n°297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

d) de l'article 10<sup>quatorduodécies</sup>/1 de l'arrêté royal n°297 précité;

e) de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux,

se voit octroyer, pour seconder son directeur, un emploi temporaire de directeur adjoint à temps partiel à partir de la date d'activation de la disposition visée, et ce, respectivement à mi-temps (situations a et b), à quart-temps (situations c et d) ou à un cinquième-temps (situation e). Cet emploi ne peut faire l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif. Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application.

Le directeur adjoint visé à l'alinéa précédent et qui:

a) preste un mi-temps, est tenu de prester au minimum quatre demi-journées par semaine;

b) preste un quart-temps ou un cinquième-temps est tenu de prester au minimum deux demi-journées par semaine ».

**Art. 14.** A l'article 21quinquies du même décret, il est inséré un nouveau paragraphe 6 rédigé comme suit:

« § 6 L'école d'enseignement secondaire ordinaire organisée ou subventionnée par la Communauté française dont le chef de travaux d'atelier obtient une réduction de son temps de travail en vertu soit:

a) de l'article 19 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

b) de l'article 22ter de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité;

c) de l'article 10ter de l'arrêté royal n°297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

d) de l'article 10quatorduodécies/1 de l'arrêté royal n°297 précité;

e) de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux,

se voit octroyer, pour seconder son chef de travaux d'atelier, un emploi temporaire de chef d'atelier à temps partiel à partir de la date d'activation de la disposition visée, et ce, respectivement à mi-temps (situations a et b), à quart-temps (situations c et d) ou à un cinquième-temps (situation e). Cet emploi ne peut pas faire l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif. Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application. ».

CHAPITRE IX. — *Dispositions modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux*

**Art. 15.** A l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, les termes « , à l'exception de l'interruption partielle, pour la seule fraction de charge de 1/5 et pour un maximum de 48 mois à partir de 58 ans. » sont insérés après les termes: « l'interruption partielle de la carrière professionnelle ».

**Art. 16.** A l'article 4 du même arrêté de l'Exécutif de la Communauté française, un paragraphe 1<sup>er</sup>bis rédigé comme suit est inséré:

« § 1<sup>er</sup>bis Pour le membre du personnel titulaire d'une fonction de promotion, l'interruption de carrière partielle prend cours le premier jour d'un mois ou le premier jour qui suit les congés d'hiver et ne se termine qu'à la condition que dans le délai visé à l'article 1, celui-ci soit, soit dans les conditions pour bénéficier d'une pension de retraite à charge du Trésor public, soit dans les conditions pour bénéficier d'une disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite pour l'ensemble de ses prestations.

La demande d'interruption partielle de la carrière est introduite par le membre du personnel au plus tard le 180<sup>ème</sup> jour qui précède la date à laquelle il souhaite bénéficier de l'interruption de carrière ».

**Art. 17.** A l'article 8 du même arrêté de l'Exécutif de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> devient un paragraphe 1<sup>er</sup>;

2° l'alinéa 2 devient un paragraphe 2 auquel est ajouté un deuxième alinéa rédigé comme suit:

« § 2. Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les membres du personnel exerçant une fonction de promotion et bénéficiant d'une interruption de carrière en vertu de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup> sont secondés en vertu:

a) soit de l'article 4bis de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux;

b) soit de l'article 8, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal n°456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat;

c) soit de l'article 112 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

d) soit de l'article 21ter/1 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

e) soit de l'article 21quinquies, § 6 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

f) soit de l'article 21bis de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 créant des Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française;

g) soit de l'article 54bis du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

h) soit de l'article 51quater du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement;

i) soit de l'article 40, § 2 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;

j) soit de l'article 40, § 3 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;

k) soit de l'article 74, § 3 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;

l) soit de l'article 74, § 4 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;

m) soit de l'article 74, § 5 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé. »;

3° à l'alinéa 3, devenu un paragraphe 3, le mot « alinéas » sont remplacés par le mot « paragraphes ».

CHAPITRE X. — *Dispositions modifiant le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement subventionné*

**Art. 18.** A l'article 53 § 2, du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « , directeur adjoint d'une école maternelle, directeur adjoint d'une école primaire ou fondamentale » sont ajoutés entre les mots « secondaire inférieur » et les mots « ou de directeur adjoint »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et à l'alinéa 2, les mots « titre du niveau supérieur du 1<sup>er</sup> degré » sont remplacés par « titre de niveau bachelier ».

**Art. 19.** A l'article 61*sexies*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots: « à l'article » sont remplacés par les mots « aux articles »;

2° les termes « ainsi que 5, § 2, 1° et 2° » sont remplacés par les termes « , 5 § 2, 1° et 2° et 5 § 3, 1° et 2° ».

**Art. 20.** L'alinéa 2 du § 1<sup>er</sup> de l'article 61*sexies*/3 est supprimé.

**Art. 21.** A l'article 61*nonies*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du même décret, les mots « le membre du personnel » est remplacé par les mots « au membre du personnel ».

**Art. 22.** Dans le même décret, il est inséré un article 61*octies*/1 rédigé comme suit:

« Article 61*octies*/1. - § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 61*octies*, après consultation préalable de l'organe local de concertation sociale, avec l'accord préalable du pouvoir organisateur, le directeur modifie d'office le contenu de la lettre de mission du chef de travaux d'atelier qui bénéficie d'une mise en disponibilité partielle pour convenances personnelles précédant la pension de retraite ou d'une interruption partielle de la carrière professionnelle après 58 ans.

La lettre de mission modifiée précise les missions qu'il exerçait antérieurement et qu'il délèguera.

Elle définit l'organisation de ses prestations et les modalités de concertation avec le chef d'atelier à temps partiel appelé à le seconder.

§ 2. Après consultation préalable de l'organe local de concertation sociale et avec l'accord préalable du pouvoir organisateur, le directeur confie une lettre de mission au chef d'atelier à temps partiel visé au paragraphe précédent.

§ 3. Après consultation préalable de l'organe local de concertation sociale, avec l'accord préalable du pouvoir organisateur, le directeur qui bénéficie d'une mise en disponibilité partielle pour convenances personnelles précédant la pension de retraite ou d'une interruption partielle de la carrière professionnelle après 58 ans confie une lettre de mission au directeur adjoint à temps partiel appelé à le seconder.

§ 4. Il peut aussi, le cas échéant, apporter certaines modifications aux lettres de missions d'autres directeurs adjoints et chefs d'atelier en cohérence avec les dispositions prises en vertu des paragraphes précédents ».

CHAPITRE XI. — *Dispositions modifiant le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné*

**Art. 23.** A l'article 42 § 2 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « , directeur adjoint d'une école maternelle, directeur adjoint d'une école primaire ou fondamentale » sont ajoutés entre les mots « secondaire inférieur » et les mots « ou de directeur adjoint »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et à l'alinéa 2, les mots « titre du niveau supérieur du 1<sup>er</sup> degré » sont remplacés par « titre de niveau bachelier ».

**Art. 24.** A l'article 52*quinquies*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> du même décret, les termes « ainsi que 5, § 2, 1° et 2° » sont remplacés par les termes « , 5 § 2, 1° et 2° et 5 § 3, 1° et 2° ».

**Art. 25.** L'alinéa 2 du § 1<sup>er</sup> de l'article 52*quinquies*/3 du même décret est supprimé.

**Art. 26.** A l'article 52*octies*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du même décret, les mots « le membre du personnel » est remplacé par les mots « au membre du personnel ».

**Art. 27.** Dans le même décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, il est inséré un article 52*octies*/1 rédigé comme suit:

« Article 52*octies*/1. - § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 52*septies*, après consultation préalable de l'organe local de concertation sociale, avec l'accord préalable du pouvoir organisateur, le directeur modifie d'office le contenu de la lettre de mission du chef de travaux d'atelier qui bénéficie d'une mise en disponibilité partielle pour convenances personnelles précédant la pension de retraite ou d'une interruption partielle de la carrière professionnelle après 58 ans.

La lettre de mission modifiée précise les missions qu'il exerçait antérieurement et qu'il délèguera.

Elle définit l'organisation de ses prestations et les modalités de concertation avec le chef d'atelier à temps partiel appelé à le seconder.

§ 2. Après consultation préalable de l'organe local de concertation sociale et avec l'accord préalable du pouvoir organisateur, le directeur confie une lettre de mission au chef d'atelier à temps partiel visé au paragraphe précédent.

§ 3. Après consultation préalable de l'organe local de concertation sociale, avec l'accord préalable du pouvoir organisateur, le directeur qui bénéficie d'une mise en disponibilité partielle pour convenances personnelles précédant la pension de retraite ou d'une interruption partielle de la carrière professionnelle après 58 ans confie une lettre de mission au directeur adjoint à temps partiel appelé à le seconder.

§ 4. Il peut aussi, le cas échéant, apporter certaines modifications aux lettres de missions d'autres directeurs adjoints et chefs d'atelier en cohérence avec les dispositions prises en vertu des paragraphes précédents ».

CHAPITRE XII. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 créant des Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française*

**Art. 28.** Dans le chapitre V de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 créant des Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, un nouvel article 21*bis* rédigé comme suit est inséré:

« Article 21*bis*. – L'emploi de directeur ne peut être scindé.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, le centre de dépaysement et de plein air dont le directeur obtient une réduction de son temps de travail en vertu soit:

a) de l'article 19 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

b) de l'article 22ter de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité;

c) de l'article 10ter de l'arrêté royal n°297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

d) de l'article 10quatorduodécies/1 de l'arrêté royal n°297 précité;

e) de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux,

se voit octroyer, pour seconder son directeur, un emploi temporaire d'éducateur ou d'éducatrice d'internat à temps partiel à partir de la date d'activation de la disposition visée, et ce, respectivement à mi-temps (situations a et b), à quart-temps (situations c et d) ou à un cinquième-temps (situation e). Cet emploi ne peut faire l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif. Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application ».

CHAPITRE XIII. — *Dispositions modifiant le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française*

**Art. 29.** Dans le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, il est inséré un article 54bis rédigé comme suit:

« Article 54bis – L'emploi de directeur visé à l'article 54 ne peut être scindé.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, l'établissement dont le directeur obtient une réduction de son temps de travail en vertu soit:

a) de l'article 19 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

b) de l'article 22ter de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité;

c) de l'article 10ter de l'arrêté royal n°297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

d) de l'article 10quatorduodécies/1 de l'arrêté royal n°297 précité;

e) de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux,

se voit octroyer, pour seconder son directeur, un emploi temporaire de directeur adjoint à temps partiel à partir de la date d'activation de la disposition visée, et ce, respectivement à mi-temps (situations a et b), à quart-temps (situations c et d) ou à un cinquième-temps (situation e). Cet emploi ne peut faire l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif. Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application.

Le directeur adjoint visé à l'alinéa précédent et qui:

a) preste un mi-temps est tenu de prester 18 périodes par semaine réparties sur au minimum 3 jours par semaine quel que soit le nombre de jours d'ouverture hebdomadaire de l'établissement;

b) preste un quart-temps est tenu de prester 9 périodes par semaine réparties sur au minimum 2 jours par semaine quel que soit le nombre de jours d'ouverture hebdomadaire de l'établissement;

c) preste un cinquième-temps est tenu de prester 7 périodes par semaine réparties sur au minimum 2 jours par semaine quel que soit le nombre de jours d'ouverture hebdomadaire de l'établissement »

CHAPITRE XIV. — *Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement*

**Art. 30.** Dans le chapitre VI du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, il est inséré un article 51quater rédigé comme suit:

« Article 51quater. – § 1<sup>er</sup> Un emploi de directeur est octroyé à toute école d'enseignement maternel, primaire ou fondamentale ordinaire organisée ou subventionnée par la Communauté française. Cet emploi ne peut être scindé.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe précédent, l'école dont le directeur obtient une réduction de son temps de travail en vertu soit:

a) de l'article 19 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

b) de l'article 22ter de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité;

c) de l'article 10ter de l'arrêté royal n°297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

d) de l'article 10quatorduodécies/1 de l'arrêté royal n°297 précité;

e) de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux,

se voit octroyer, pour seconder son directeur, un emploi temporaire de directeur adjoint à temps partiel à partir de la date d'activation de la disposition visée, et ce, respectivement à mi-temps (situations a et b), à quart-temps (situations c et d) ou à un cinquième-temps (situation e). Cet emploi ne peut faire l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif. Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application.

Le directeur adjoint visé à l'alinéa précédent et qui:

a) preste un mi-temps, est tenu de prester au minimum quatre demi-journées par semaine;

b) preste un quart-temps ou un cinquième-temps est tenu de prester au minimum deux demi-journées par semaine.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, l'école dont le directeur est visé par l'article 23, § 1<sup>er</sup> ou par l'article 45 alinéa 1<sup>er</sup> et obtient une réduction de son temps de travail en vertu soit:

a) de l'article 19 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

b) de l'article 22<sup>ter</sup> de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité;

c) de l'article 10<sup>ter</sup> de l'arrêté royal n°297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

d) de l'article 10<sup>quatorduodécies</sup>/1 de l'arrêté royal n°297 précité;

e) de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux,

se voit octroyer, pour seconder son directeur, à partir de la date d'activation de la disposition visée:

a) un quart temps dans le cas où le directeur a obtenu une réduction d'un quart-temps ou d'un cinquième-temps;

b) un mi-temps dans le cas où le directeur a obtenu une réduction d'un mi-temps.

Le membre du personnel enseignant engagé dans une fonction de recrutement dans le cadre des périodes visées à l'alinéa précédent, doit prioritairement remplacer le directeur bénéficiant d'une réduction de son temps de travail dans tout ou partie de sa charge d'enseignement et, le cas échéant remplir d'autres tâches pédagogiques ou de coordination.

Sauf en cas d'absence de candidat pour l'ensemble des périodes, ces périodes doivent donner lieu à l'engagement d'un seul membre du personnel. Ces périodes ne peuvent donner lieu à une nomination ou un engagement à titre définitif. Elles sont supprimées dès que la disposition visée n'est plus d'application ».

#### CHAPITRE XV. — *Dispositions modifiant le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection*

**Art. 31.** Dans l'article 5 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit:

« § 3. Les fonctions de sélection que peuvent exercer les membres du personnel dans l'enseignement fondamental sont les suivantes:

1° directeur adjoint d'une école maternelle;

2° directeur adjoint d'une école primaire ou fondamentale ».

**Art. 32.** Dans l'article 12<sup>quater</sup> du même décret, les termes « titre supérieur du niveau supérieur du niveau du 1<sup>er</sup> degré » sont remplacés par les termes « titre de niveau bachelier ».

**Art. 33.** A l'article 23 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 2, les termes « Sur proposition de la Commission permanente, le Pouvoir organisateur peut » sont remplacés par les termes « Les opérateurs de formation visés à l'article 24 peuvent ».

2° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit:

« Dans la limite des places disponibles et en fonction de l'ordre de l'inscription, tout membre du personnel est admis à la formation à laquelle il désire s'inscrire sauf si, à la date de l'introduction de sa demande de participation, l'intéressé ne satisfait pas ou plus à toutes les conditions énoncées à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>. »;

3° l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit:

« Sans préjudice des dispositions prévues à l'alinéa 4, les membres du personnel désignés dans une fonction de promotion ou de sélection en application de l'article 35, § 1<sup>er</sup> du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et en application de l'article 28, § 1<sup>er</sup> du présent décret sont admis en priorité à la formation à la fonction de promotion ou de sélection concernée ».

**Art. 34.** A l'article 28 du même décret, sont apportées les modifications suivantes:

1° Dans le § 2, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2: « Sans préjudice de l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour être désigné à titre temporaire dans la fonction de directeur adjoint dans l'enseignement maternel, dans l'enseignement primaire ou dans l'enseignement fondamental de la Communauté française, les membres du personnel doivent être porteurs d'un titre du niveau de bachelier et d'un titre pédagogique constituant un titre de capacité tel que listés à l'article 100 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement »;

2° Dans le § 4, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « le 1<sup>er</sup> janvier » et les termes « dans le cadre de la procédure lancée au mois d'octobre précédent » sont supprimés;

3° Dans le § 4, à l'alinéa 2, les termes « le 1<sup>er</sup> janvier » et les termes « dans le cadre de la procédure lancée au mois de janvier précédent » sont supprimés.

**Art. 35.** A l'article 28<sup>bis</sup>, § 1<sup>er</sup> du même décret, les mots « ainsi que 5, § 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> » sont remplacés par les mots « , 5, § 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> et 5, § 3, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> ».

**Art. 36.** A l'article 28<sup>ter</sup> du même décret, sont apportées les modifications suivantes:

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « , par la Commission d'évaluation visée à l'article 37 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs » sont remplacés par les mots « par le pouvoir organisateur »;

2° à l'alinéa 2, les mots « en tenant compte des profils de fonction tels que repris à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2002 précisant les attributions et définissant les profils de fonction des titulaires d'une fonction de promotion et de sélection en application de l'article 18 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection » sont supprimés.

**Art. 37.** Dans le chapitre IV<sup>bis</sup>, section I<sup>re</sup> même décret, il est inséré un article 28<sup>quinquies</sup>/1 rédigé comme suit:

« Article 28<sup>quinquies</sup>/1. - § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 28<sup>quater</sup>, après consultation préalable de l'organe local de concertation sociale, avec l'accord préalable du pouvoir organisateur, le directeur modifie d'office le contenu de la lettre de mission du chef de travaux d'atelier qui bénéficie d'une mise en disponibilité partielle pour convenances personnelles précédant la pension de retraite ou d'une interruption partielle de la carrière professionnelle après 58 ans.

La lettre de mission modifiée précise les missions qu'il exerçait antérieurement et qu'il délèguera.

Elle définit l'organisation de ses prestations et les modalités de concertation avec le chef d'atelier à temps partiel appelé à le seconder.

§ 2. Après consultation préalable de l'organe local de concertation sociale et avec l'accord préalable du pouvoir organisateur, le directeur confie une lettre de mission au chef d'atelier à temps partiel visé au paragraphe précédent.

§ 3. Après consultation préalable de l'organe local de concertation sociale, avec l'accord préalable du pouvoir organisateur, le directeur qui bénéficie d'une mise en disponibilité partielle pour convenances personnelles précédant la pension de retraite ou d'une interruption partielle de la carrière professionnelle après 58 ans confie une lettre de mission au directeur adjoint à temps partiel appelé à le seconder.

§ 4. Il peut aussi, le cas échéant, apporter certaines modifications aux lettres de missions d'autres directeurs adjoints et chefs d'atelier en cohérence avec les dispositions prises en vertu des paragraphes précédents ».

**Art. 38.** A l'article 28*decies*, § 2, alinéa 4, les termes « d'admission au stage » sont remplacés par les termes « de désignation ».

#### CHAPITRE XVI. — Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

**Art. 39.** A l'article 40 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> devient le § 1<sup>er</sup>;

2° un paragraphe 2 et un paragraphe 3 rédigés comme suit sont ajoutés:

« § 2. L'emploi de directeur visé au § 1<sup>er</sup> ne peut être scindé.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, l'école maternelle, fondamentale ou primaire dont le directeur obtient une réduction de son temps de travail en vertu soit:

a) de l'article 19 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

b) de l'article 22*ter* de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité;

c) de l'article 10*ter* de l'arrêté royal n°297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

d) de l'article 10*quatorduodécies*/1 de l'arrêté royal n°297 précité;

e) de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux,

se voit octroyer, pour seconder son directeur, un emploi temporaire de directeur adjoint à temps partiel à partir de la date d'activation de la disposition visée, et ce, respectivement à mi-temps (situations a et b), à quart-temps (situations c et d) ou à un cinquième-temps (situation e). Cet emploi ne peut faire l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif. Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application.

Le directeur adjoint visé à l'alinéa précédent et qui:

a) preste un mi-temps, est tenu de prester au minimum quatre demi-journées par semaine;

b) preste un quart-temps ou un cinquième-temps est tenu de prester au minimum deux demi-journées par semaine.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, l'école maternelle, primaire, ou fondamentale dont le directeur est tenu d'assurer des périodes de cours conformément à l'article 41 et obtient une réduction de son temps travail en vertu des dispositions visées à l'alinéa précédent se voit octroyer, pour seconder son directeur, à partir de la date d'activation de la disposition visée:

a) six périodes de capital-périodes dans le cas où le directeur a obtenu une réduction d'un quart-temps ou d'un cinquième-temps;

b) douze périodes de capital-périodes dans le cas où le directeur a obtenu une réduction d'un mi-temps.

Le membre du personnel enseignant engagé dans une fonction de recrutement dans le cadre des périodes visées à l'alinéa précédent, doit prioritairement remplacer le directeur bénéficiant d'une réduction de son temps de travail dans tout ou partie de sa charge d'enseignement et, le cas échéant remplir d'autres tâches pédagogiques ou de coordination.

Sauf en cas d'absence de candidat pour l'ensemble des périodes, ces périodes doivent donner lieu à l'engagement d'un seul membre du personnel. Ces périodes ne peuvent donner lieu à une nomination ou un engagement à titre définitif. Elles sont supprimées dès que la disposition visée n'est plus d'application ».

**Art. 40.** A l'article 74 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> devient le § 1<sup>er</sup>;

2° Sont ajoutés des paragraphes 2, 3, 4 et 5 rédigés comme suit:

« § 2. Un emploi de directeur est octroyé à toute école d'enseignement secondaire spécialisée organisée ou subventionnée par la Communauté française. Cet emploi ne peut être scindé.

§ 3. Sans préjudice du paragraphe 2, l'école dont le directeur obtient une réduction de son temps de travail en vertu soit:

a) de l'article 19 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;



b) de l'article 22<sup>ter</sup> de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité;

c) de l'article 10<sup>ter</sup> de l'arrêté royal n°297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

d) de l'article 10quatorduodécies/1 de l'arrêté royal n°297 précité;

e) de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux,

se voit octroyer, pour seconder son directeur, un emploi temporaire de directeur adjoint à temps partiel à partir de la date d'activation de la disposition visée, et ce, respectivement à mi-temps (situations a et b), à quart-temps (situations c et d) ou à un cinquième-temps (situation e). Cet emploi ne peut faire l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif. Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application.

Le directeur adjoint visé à l'alinéa précédent et qui:

a) preste un mi-temps, est tenu de prester au minimum quatre demi-journées par semaine;

b) preste un quart-temps ou un cinquième-temps est tenu de prester au minimum deux demi-journées par semaine.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 3, l'école secondaire dont le directeur est tenu d'assurer des périodes de cours conformément à l'article 75 et obtient une réduction de son temps travail en vertu des dispositions visées à l'alinéa précédent se voit octroyer, pour seconder son directeur, à partir de la date d'activation de la disposition visée:

a) six périodes de capital-périodes dans le cas où le directeur a obtenu une réduction d'un quart-temps ou d'un cinquième-temps;

b) douze périodes de capital-périodes dans le cas où le directeur a obtenu une réduction d'un mi-temps.

Le membre du personnel enseignant engagé dans une fonction de recrutement dans le cadre des périodes visées à l'alinéa précédent, doit prioritairement remplacer le directeur bénéficiant d'une réduction de son temps de travail dans tout ou partie de sa charge d'enseignement et, le cas échéant remplir d'autres tâches pédagogiques ou de coordination.

Sauf en cas d'absence de candidat pour l'ensemble des périodes, ces périodes doivent donner lieu à l'engagement d'un seul membre du personnel. Ces périodes ne peuvent donner lieu à une nomination ou un engagement à titre définitif. Elles sont supprimées dès que la disposition visée n'est plus d'application.

§ 5. L'école d'enseignement secondaire spécialisée organisée ou subventionnée par la Communauté française dont le chef de travaux d'atelier obtient une réduction de son temps de travail en vertu soit:

a) de l'article 19 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

b) de l'article 22<sup>ter</sup> de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité;

c) de l'article 10<sup>ter</sup> de l'arrêté royal n°297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

d) de l'article 10quatorduodécies/1 de l'arrêté royal n°297 précité;

e) de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux,

se voit octroyer, pour seconder son chef de travaux d'atelier, un emploi temporaire de chef d'atelier à temps partiel à partir de la date d'activation de la disposition visée, et ce, respectivement à mi-temps (situations a et b), à quart-temps (situations c et d) ou à un cinquième-temps (situation e). Cet emploi ne peut pas faire l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif. Il est supprimé dès que la disposition visée n'est plus d'application ».

CHAPITRE XVII. — *Dispositions modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement*

**Art. 41.** A l'article 6 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 1<sup>er</sup>, les mots "visée à l'article 7" sont supprimés;

2° au § 2, les mots "alinéa 3" sont remplacés par les mots "alinéa 2".

**Art. 42.** A l'article 13 du même décret, les modifications suivantes sont effectuées:

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « ou chaque pouvoir organisateur non affilié » sont supprimés;

2° Un alinéa 2 est inséré:

« Les pouvoirs organisateurs non affiliés adhèrent au plan de formation déterminé par l'une des fédérations de pouvoirs organisateurs ou par le pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française ».

**Art. 43.** L'article 17, § 1<sup>er</sup> du même décret est remplacé par ce qui suit:

« § 1<sup>er</sup>. La formation « inter-réseaux » est organisée et certifiée, sur la base du plan de formation visé à l'article 12, par l'Institut de la formation en cours de carrière.

L'Institut de la formation en cours de carrière peut confier l'organisation, la certification et la dispense de certains modules ou parties de module aux organismes suivants:

- 1° les Universités;
- 2° les Hautes Écoles;
- 3° les Établissements d'enseignement de promotion sociale organisant de l'enseignement supérieur ».

**Art. 44.** A l'article 18 § 1<sup>er</sup> du même décret, les modifications suivantes sont effectuées:

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « ou par chaque pouvoir organisateur non affilié à une de ces fédérations » sont supprimés;

2° Un alinéa 2 est inséré: « Les pouvoirs organisateurs non affiliés à une fédération de pouvoirs organisateurs confient l'organisation et la certification de ces formations à la fédération de pouvoirs organisateurs ou au pouvoir organisateur avec laquelle/lequel ils ont conclu une convention en vertu de l'article 9 ».

**Art. 45.** L'article 27 du même décret est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit:

« § 5. Par dérogation aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, le pouvoir organisateur de l'école organisée ou subventionnée par la Communauté française modifie d'office le contenu de la lettre de mission du directeur qui bénéficie d'une mise en disponibilité partielle pour convenances personnelles précédant la pension de retraite ou d'une interruption partielle de la carrière professionnelle après 58 ans.

La lettre de mission modifiée précise, le cas échéant, la nature et l'étendue des délégations données au directeur. Elle précise la manière dont il exerce son leadership pédagogique, les missions qu'il ne peut déléguer ainsi que les missions exercées antérieurement qu'il délègue.

Elle définit l'organisation de ses prestations et les modalités de concertation avec le ou les membres du personnel appelés à le seconder ».

**Art. 46.** A l'article 28, § 3 du même décret, les mots « L'article 31 » sont remplacés par les mots « L'article 27 ».

**Art. 47.** Aux articles 35, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, 57, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et alinéa 2, et 80, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et alinéa 2 du même décret, les mots « titre du niveau supérieur du 1<sup>er</sup> degré » sont remplacés par « titre de niveau bachelier ».

**Art. 48.** A l'article 33 du même décret, les modifications suivantes sont insérées:

1° Au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, la phrase suivante est ajoutée après les termes « atteigne cette ancienneté. »: « Le présent alinéa ne s'applique pas dans la situation visée aux articles 56 § 3. B) et 79 § 3. B). »

2° Au § 9, un alinéa 3 est ajouté:

« Le directeur stagiaire qui n'a pu suivre un/des modules de la formation « réseau » en raison de l'absence d'affiliation de son pouvoir organisateur à une fédération de pouvoirs organisateurs peut obtenir une prolongation de son stage d'un an afin de pouvoir suivre et réussir le/les modules réseaux qui lui manque/nt. »

**Art. 49.** A l'article 36ter, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 du même décret, les mots « au Gouvernement selon les modalités qu'il fixe » sont remplacés par les mots « aux services du Gouvernement selon les modalités qu'ils fixent ».

**Art. 50.** Un alinéa final est ajouté à l'article 56 § 3. B) du même décret:

« Si un directeur exerçant ses fonctions au sein d'un pouvoir organisateur non affilié à une fédération de pouvoirs organisateurs, n'a pas obtenu toutes ses attestations de réussite, telles que visées à l'article 58 1<sup>o</sup>, au moment où l'emploi devient vacant, il peut demander à son pouvoir organisateur de suivre un stage d'un an ».

**Art. 51.** Aux articles 60, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, et 83, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> du même décret, les mots « et 4° » sont ajoutés après les mots « § 1<sup>er</sup>, 3° ».

**Art. 52.** Un alinéa final est ajouté à l'article 79 § 3. B):

« Si un directeur exerçant ses fonctions au sein d'un pouvoir organisateur non affilié à une fédération de pouvoirs organisateurs, n'a pas obtenu toutes ses attestations de réussite, telles que visées à l'article 81 1<sup>o</sup>, au moment où l'emploi devient vacant, il peut demander à son pouvoir organisateur de suivre un stage d'un an ».

**Art. 53.** A l'article 131bis, § 2, 3<sup>o</sup>, du même décret, les mots « et de suivi » sont supprimés.

**Art. 54.** A l'article 131ter, § 2, 5<sup>o</sup>, du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots: « à l'exception des membres du personnel visés par l'article 131bis » sont insérés entre les mots: « sans préjudice de l'article 15, § 3, » et les mots « les membres du personnel »;

2° après les mots « à l'article 11, § 4. », les termes suivants sont ajoutés: « Toutefois, dans l'enseignement subventionné, les directeurs entrés en fonction, à titre temporaire suite à une procédure d'appel à candidats, avant le 1<sup>er</sup> septembre 2019 et admis au stage après cette date sont dispensés de cette formation ».

**Art. 55.** Dans le tableau I en annexe du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement:

1° dans la rubrique « coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance », dans la colonne « titre(s) de capacité », les mots « titre du niveau supérieur du 1<sup>er</sup> degré » sont remplacés par « titre de niveau bachelier »;

2° dans la rubrique « chef de travaux d'atelier », dans la colonne « titre(s) de capacité », les mots « titre du niveau supérieur du 1<sup>er</sup> degré » sont remplacés par « titre de niveau bachelier ».

#### CHAPITRE XVIII. — *Evaluation*

**Art. 56.** La mise en œuvre du présent décret fait l'objet d'un monitoring annuel par le Gouvernement portant sur son impact budgétaire. Une évaluation globale du dispositif est en outre prévue trois ans après son entrée en vigueur.

#### CHAPITRE XIX. — *Entrée en vigueur*

**Art. 57.** Le présent décret entre en vigueur pour le 3 février 2021 à l'exception:

- a) des articles 8, 53 et 54 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> septembre 2019;
- b) de l'article 4 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2020.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 février 2021.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances  
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,  
C. DESIR

—  
Note

*Session 2020-2021*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 172-1. – Rapport de commission, n°172-2 – Amendement(s) en séance, n°172-3 - Texte adopté en séance plénière, n°172-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 3 février 2021.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/20388]

**4 FEBRUARI 2021. — Decreet houdende diverse maatregelen betreffende de bevorderings- en selectieambten in het onderwijs**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**HOOFDSTUK I.** — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

**Artikel 1.** In artikel 16*bis* van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, paragraaf 1, eerste lid, worden tussen de woorden "die daarom verzoekt" en de woorden "na er gedurende een volledig school- of academiejaar gebruik van te hebben gemaakt" de woorden "voor het uitoefenen van een wervingsambt" ingevoegd.

**Art. 2.** In artikel 19 van hetzelfde koninklijk besluit wordt een tweede lid ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Dit verlof dat voortvloeit uit de hervatting van zijn ambten door het betrokken personeelslid in halve dienst, staat ter beschikking van personeelsleden die in vast verband worden benoemd of vast aangeworven in een wervings-, selectie- of bevorderingsambt".

**Art. 3.** In artikel 22*ter* van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden: "of vast benoemd of aangeworven in een bevorderingsambt, of vast benoemd of aangeworven voor meer dan de helft van een ambt in een selectieambt," ingevoegd tussen de woorden: "voor meer dan de helft van een ambt," en de woorden: "in een administratieve stand van terbeschikkingstelling".

**HOOFDSTUK II.** — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 24 december 1976 betreffende de begrotingsvoorstellen 1976-1977*

**Art. 4.** In artikel 76 van de wet van 24 december 1976 betreffende de begrotingsvoorstellen 1976-1977 wordt een nieuw lid 6 toegevoegd, luidend als volgt:

"In afwijking van punt 2° van het eerste lid van dit artikel kunnen de in dat lid bedoelde leden van het onderwijzend personeel die een bevorderingsambt uitoefenen en die de wettelijke rustpensioenleeftijd hebben bereikt, op hun verzoek en met toestemming van de inrichtende macht, in dienstactiviteit worden gehandhaafd. De periode van voortgezette ambtsbekleding wordt vastgesteld voor een periode van één jaar. Zij kan worden verlengd tot het einde van het lopende schooljaar. Deze voortzetting van de dienst kan, onder dezelfde voorwaarden, eenmaal voor een jaar worden verlengd. Deze periode van één jaar kan worden verlengd tot het einde van het lopende schooljaar".

**HOOFDSTUK III.** — *Bepaling tot wijziging van de wet van 1 april 1960 betreffende de PMS-centra*

**Art. 5.** In de wet van 1 april 1960 betreffende de PMS-centra wordt een nieuw artikel 4*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 4*bis* - In afwijking van de artikelen 3 en 4 hierboven kan het PMS-centrum waarvan de directeur een vermindering van de arbeidstijd geniet krachtens:

a) Artikel 19 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 tot uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van het leidinggevend en onderwijzend personeel, van het onderwijshulppersoneel en van het paramedisch personeel van de instellingen voor lager, buitengewoon, middelbaar,

technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze instellingen afhangen en van het personeel van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze instellingen;

b) Artikel 22ter van voornoemd koninklijk besluit van 15 januari 1974;

c) Artikel 10ter van koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de lasten, wedden, weddetoelagen en verloven wegens verminderde prestaties in het onderwijs en in de PMS-centra;

d) Artikel 10quatorduodécies/1 van voornoemd koninklijk besluit nr. 297;

e) Artikel 3, lid 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en in de PMS-centra,

ter ondersteuning van zijn directeur, een tijdelijke deeltijdse betrekking als psycho-pedagogisch adviseur toegekend krijgen vanaf de datum van inwerkingtreding van de bedoelde bepaling, respectief op basis van halftijdse arbeidstijd (situaties a en b), 1/4de arbeidstijd (situaties c en d), 1/5de arbeidstijd (situatie e). Deze betrekking mag niet het voorwerp uitmaken van een benoeming of aanwerving in vast verband. Zij wordt afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is".

**HOOFDSTUK IV. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten**

**Art. 6.** Aan artikel 19 van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt:

"Dit verlof staat ter beschikking van personeelsleden die zijn vast benoemd of aangeworven in vast verband voor een wervings- of bevorderingsambt".

**Art. 7.** In artikel 22bis van hetzelfde koninklijk besluit worden tussen de woorden "voor meer dan een halve last," en de woorden "in een administratieve stand van terbeschikkingstelling," de woorden "of vast benoemd of in vast verband aangeworven in een bevorderingsambt," ingevoegd.

**HOOFDSTUK V. — Bepalingen tot wijziging van koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de lasten, de bezoldigingen, de weddetoelagen en het verlof voor verminderde prestaties in het onderwijs en in de PMS-centra**

**Art. 8.** Artikel 2 van koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de lasten, de bezoldigingen, de weddetoelagen en het verlof voor verminderde prestaties in het onderwijs en in de PMS-centra, wordt vervangen door de volgende tekst:

"In het secundair onderwijs met volledig leerplan verleent de coördinator van het centrum voor geavanceerde technologie in zijn voltijdse ambt prestaties gedurende maximaal 38 uur per week. Bovendien kunnen de betrekkingen van coördinator van het centrum voor geavanceerde technologie worden toevertrouwd aan twee personeelsleden, die elk, na voorafgaand advies, belast worden met een halve last in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van het basisoverlegcomité, in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie, en in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de ondernemingsraad of, bij ontstentenis, de vakbondsafvaardiging, met het recht om in geval van onenigheid een beroep te doen op het mediatiebureau".

**Art. 9.** In artikel 10ter van hetzelfde koninklijk besluit wordt, na paragraaf 1, een paragraaf 1/1 ingevoegd, die luidt als volgt:

"§ 1/1. Aan in artikel 7 bedoelde personeelsleden die in actieve dienst zijn en een voltijdse betrekking vervullen in een bevorderingsambt, kan om persoonlijke redenen gedurende ten hoogste 48 maanden voorafgaand aan hun rustpensioen een gedeeltelijke 1/4de terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen worden toegekend, overeenkomstig de bepalingen van deze paragraaf, voor zover zij geen recht hebben op een rustpensioen ten laste van de openbare schatkist en uiterlijk op 31 december 2011 minstens 55 jaar oud zijn.

Krachtens artikel 10duodécies, § 3, kan de in het vorige lid bedoelde maximumperiode van 48 maanden, met instemming van de inrichtende macht, worden verlengd tot het einde van het lopende schooljaar.

Wanneer directeurs die overeenkomstig de artikelen 23 en 45 van het decreet van 13 juli 1998 houdende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van het onderwijsreglement of de artikelen 41 en 75 van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, lestijden moeten presteren, de terbeschikkingstelling genieten bedoeld in het vorige lid, heeft deze terbeschikkingstelling prioritair betrekking op lestijden.

Voor de gehele duur van deze terbeschikkingstelling wordt voor de niet meer gewerkte lestijden een overbruggingswedde of een overbruggingsweddetoelage toegekend ten bedrage van 50 p.c. van de laatste aan dat aantal lestijden toegekende activiteitenwedde of de laatste aan dat aantal lestijden toegekende activiteitenweddetoelage."

**Art. 10.** Na artikel 10quatordecies van hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 10quatordecies/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 10quatordecies/1. - Overeenkomstig de algemene voorwaarden van afdeling I van dit hoofdstuk kunnen de in artikel 10undécies bedoelde personeelsleden in actieve dienst die voltijds een promotieambt uitoefenen, om redenen van persoonlijke aard een gedeeltelijke 1/4de terbeschikkingstelling genieten gedurende ten hoogste 48 maanden, dat wil zeggen het equivalent van ten hoogste 12 maanden van het in artikel 10duodécies, § 1, berekende resultaat.

Overeenkomstig artikel 10duodécies, § 3, kan de in het vorige lid bedoelde maximumperiode van 48 maanden, met instemming van de inrichtende macht, worden verlengd tot het einde van het lopende schooljaar.

Wanneer directeurs die overeenkomstig de artikelen 23 en 45 van het decreet van 13 juli 1998 houdende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van het onderwijsreglement of de artikelen 41 en 75 van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, lestijden moeten presteren, de terbeschikkingstelling genieten bedoeld in lid 1, heeft deze terbeschikkingstelling prioritair betrekking op lestijden.

Voor de gehele duur van deze terbeschikkingstelling wordt voor de niet meer gewerkte lestijden een overbruggingswedde of een overbruggingsweddetoelage toegekend ten bedrage van 50 p.c. van de laatste aan dat aantal lestijden toegekende activiteitenwedde of de laatste aan dat aantal lestijden toegekende activiteitenweddetoelage."

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen tot wijziging van koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 betreffende de rationalisering en de programmering van de internaten voor onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de staat*

**Art. 11.** In artikel 8, § 1, van het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 betreffende de rationalisering en de programmering van de internaten voor onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de staat, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° aan § 1, eerste lid, wordt het volgende toegevoegd "Deze betrekking kan niet worden opgesplitst".

2° Aan § 1 wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt:

"Onverminderd het vorige lid, kan een internaat waarvan de administrateur een vermindering van de arbeidstijd geniet krachtens:

a) Artikel 19 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 tot uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van het leidinggevend en onderwijzend personeel, van het onderwijshulp personeel en van het paramedisch personeel van de instellingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze instellingen afhangen en van het personeel van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze instellingen;

b) Artikel 22ter van voornoemd koninklijk besluit van 15 januari 1974;

c) Artikel 10ter van koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de lasten, wedden, weddetoelagen en verloven wegens verminderde prestaties in het onderwijs en in de PMS-centra;

d) Artikel 10quatorduodicies/1 van voornoemd koninklijk besluit nr. 297;

e) Artikel 3, lid 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en in de PMS-centra,

ter ondersteuning van zijn administrateur, een tijdelijke betrekking van deeltijdse opvoeder of internaatopvoeder toegekend krijgen vanaf de datum van inwerkingtreding van de bedoelde bepaling, respectief op halftijdse basis (situaties a en b), op 1/4de basis (situaties c en d), op 1/5de basis (situatie e). Deze betrekking mag niet het voorwerp uitmaken van een benoeming of aanwerving in vast verband. Zij wordt afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is".

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie*

**Art. 12.** In het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie wordt een nieuw artikel 112 ingevoegd, luidend als volgt

"Artikel 112 - De betrekking van directeur, bedoeld in artikel 111, kan niet worden opgesplitst.

Onverminderd het vorige lid, kan/kunnen de inrichting(en) waarvan de directeur een vermindering van de arbeidstijd geniet krachtens:

a) Artikel 19 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 tot uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van het leidinggevend en onderwijzend personeel, van het onderwijshulp personeel en van het paramedisch personeel van de instellingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze instellingen afhangen en van het personeel van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze instellingen;

b) Artikel 22ter van voornoemd koninklijk besluit van 15 januari 1974;

c) Artikel 10ter van koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de lasten, wedden, weddetoelagen en verloven wegens verminderde prestaties in het onderwijs en in de PMS-centra;

d) Artikel 10quatorduodicies/1 van voornoemd koninklijk besluit nr. 297;

e) Artikel 3, lid 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en in de PMS-centra,

ter ondersteuning van zijn directeur, een tijdelijke betrekking van deeltijdse adjunct-directeur toegekend krijgen vanaf de datum van inwerkingtreding van de bedoelde bepaling, op halftijdse basis (situaties a en b), op 1/4de basis (situaties c en d), respectief op 1/5de basis (situatie e). Deze betrekking mag niet het voorwerp uitmaken van een benoeming of aanwerving in vast verband. Zij wordt afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is.

De adjunct-directeur waarnaar in het vorige lid wordt verwezen en die:

a) halftijds werkt, wordt geacht minstens het equivalent van vier halve dagen per week in aantal uren te werken;

b) een 1/4de of een 1/5de werkt, wordt geacht minstens het equivalent van twee halve dagen per week in aantal uren te vervullen".

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

**Art. 13.** In het decreet van 29 juli 1992 houdende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt een artikel 21ter/1 ingevoegd, luidend als volgt

"Artikel 21ter/1. – Een betrekking van directeur wordt toegekend aan elke door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde school voor gewoon secundair onderwijs. Deze betrekking mag niet worden opgesplitst.

Onverminderd het vorige lid, wordt aan de school waarvan de directeur een vermindering van de arbeidstijd geniet krachtens:

a) Artikel 19 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 tot uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van het leidinggevend en onderwijzend personeel, van het onderwijshulp personeel en van het paramedisch personeel van de instellingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze instellingen afhangen en van het personeel van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze instellingen;

b) Artikel 22ter van voornoemd koninklijk besluit van 15 januari 1974;

c) Artikel 10ter van koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de lasten, wedden, weddetoelagen en verloven wegens verminderde prestaties in het onderwijs en in de PMS-centra;

d) Artikel 10quatorduodécies/1 van voornoemd koninklijk besluit nr. 297;

e) Artikel 3, lid 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en in de PMS-centra,

ter ondersteuning van zijn directeur, een tijdelijke betrekking van deeltijdse adjunct-directeur toegekend vanaf de datum van inwerkingtreding van de bedoelde bepaling, op halftijdse basis (situaties a en b), op 1/4de basis (situaties c en d), respectief op 1/5de basis (situatie e). Deze betrekking mag niet het voorwerp uitmaken van een benoeming of aanwerving in vast verband. Zij wordt afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is.

De adjunct-directeur waarnaar in het vorige lid wordt verwezen en die:

a) halftijds werkt, wordt geacht minstens het equivalent van vier halve dagen per week in aantal uren te werken;

b) een 1/4de of een 1/5de werkt, wordt geacht minstens het equivalent van twee halve dagen per week in aantal uren te vervullen”.

**Art. 14.** In artikel 21quinquies van hetzelfde decreet wordt een nieuwe paragraaf 6 ingevoegd, die als volgt luidt  
 “§ 6 De door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde gewone secundaire school waarvan de werkplaatsleider een vermindering van zijn arbeidstijd geniet krachtens:

a) Artikel 19 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 tot uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van het leidinggevend en onderwijzend personeel, van het onderwijshulp personeel en van het paramedisch personeel van de instellingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze instellingen afhangen en van het personeel van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze instellingen;

b) Artikel 22ter van voornoemd koninklijk besluit van 15 januari 1974;

c) Artikel 10ter van koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de lasten, wedden, weddetoelagen en verloven wegens verminderde prestaties in het onderwijs en in de PMS-centra;

d) Artikel 10quatorduodécies/1 van voornoemd koninklijk besluit nr. 297;

e) Artikel 3, lid 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en in de PMS-centra, kan, ter ondersteuning van zijn werkplaatsleider, een tijdelijke betrekking van deeltijdse werkplaatsleider toegekend krijgen vanaf de datum van inwerkingtreding van de bedoelde bepaling, respectief op halftijdse basis (situaties a en b), op 1/4de basis (situaties c en d), 1/5de basis (situatie e). Deze betrekking mag niet het voorwerp uitmaken van een benoeming of aanwerving in vast verband. Zij wordt afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is.”

HOOFDSTUK IX. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en in de PMS-centra*

**Art. 15.** In artikel 3, lid 1, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en in de PMS-centra, worden na de woorden: “gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan” de woorden “, met uitzondering van een gedeeltelijke onderbreking, voor de enkele fractie van 1/5de van de werklast en voor een maximum van 48 maanden vanaf de leeftijd van 58 jaar” ingevoegd.

**Art. 16.** In artikel 4 van hetzelfde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap wordt een paragraaf 1bis ingevoegd die luidt als volgt:

“§ 1 bis Voor een personeelslid dat een bevorderingsambt bekleedt, gaat de gedeeltelijke loopbaanonderbreking in op de eerste dag van een maand of op de eerste dag na een winterverlof en eindigt zij slechts op voorwaarde dat hij binnen de in artikel 1 bedoelde periode hetzij een rustpensioen ten laste van de schatkist ontvangt, hetzij de voorwaarden vervult om wegens persoonlijke redenen voorafgaand aan het rustpensioen ter beschikking te worden gesteld voor al zijn prestaties.

Het verzoek om gedeeltelijke loopbaanonderbreking moet door het personeelslid worden ingediend uiterlijk op de 180e dag vóór de datum waarop hij van de loopbaanonderbreking gebruik wenst te maken”.

**Art. 17.** In artikel 8 van hetzelfde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt paragraaf 1;

2° lid 2 paragraaf 2 met toevoeging van een tweede lid, dat als volgt luidt:

“§ 2. In afwijking van het eerste lid worden personeelsleden die een bevorderingsambt bekleden en die krachtens artikel 3, lid 1, in aanmerking komen voor een loopbaanonderbreking, bijgestaan krachtens:

a) of artikel 4bis van de wet van 1 april 1960 betreffende de PMS-centra;

b) of artikel 8, § 1 van koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 betreffende de rationalisatie en de programmering van de internaten voor onderwijs die door de Staat worden georganiseerd of gesubsidieerd;

c) of artikel 112 van het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

d) of artikel 21ter/1 van het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

e) of artikel 21quinquies, § 6 van het decreet van 29 juli 1992 houdende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

f) of artikel 21bis van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996 tot oprichting van recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap;

g) of artikel 54bis van het decreet van 2 juni 1998 houdende de organisatie van het kunstsecundair onderwijs met verminderd leerplan, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

h) of artikel 51quater van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijsregeling;

i) of artikel 40, § 2 van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

j) of artikel 40, § 3 van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

k) of artikel 74, § 3 van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

- l) of artikel 74, § 4 van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;  
 m) of artikel 74, § 5 van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs”;  
 3° in het huidige lid 3, dat paragraaf 3 wordt, wordt het woord “leden” vervangen door “paragrafen”.

**HOOFDSTUK X. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd personeel van het gesubsidieerd onderwijs**

**Art. 18.** In artikel 53, § 2, van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd personeel van het gesubsidieerd onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden tussen de woorden “lager secundair onderwijs” en “of adjunct-directeur” de woorden “, adjunct-directeur van een kleuterschool, adjunct-directeur van een lagere school of van een basisschool” ingevoegd;

2° in het eerste lid, punt 1°, en in het tweede lid, worden de woorden “bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau van de eerste graad” vervangen door “bekwaamheidsbewijs van het bachelorsniveau”.

**Art. 19.** In artikel 61*sexies*, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden: “in artikel” worden vervangen door de woorden: “in de artikelen”;

2° de woorden “alsmede 5, § 2, 1° en 2°” worden vervangen door de woorden “, 5, § 2, 1° en 2° en 5, § 3, 1° en 2°”.

**Art. 20.** Lid 2 van § 1 van artikel 61*sexies*/3 wordt geschrapt.

**Art. 21.** In artikel 61*nonies*, § 1, lid 2, van hetzelfde decreet worden de woorden “het personeelslid” vervangen door de woorden “aan het personeelslid”.

**Art. 22.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 61*octies*/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Artikel 61*octies*/1. - § 1. In afwijking van artikel 61*octies* wijzigt de directeur, na voorafgaande raadpleging van het plaatselijk orgaan voor sociaal overleg, met voorafgaande instemming van de inrichtende macht, ambtshalve de inhoud van het opdrachtenblad van de werkplaatsleider die een gedeeltelijke terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen geniet, voorafgaand aan het rustpensioen of de gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan na het bereiken van de leeftijd van 58 jaar.

In het gewijzigde opdrachtenblad worden de opdrachten vermeld die hij voorheen vervulde en die hij zal delegeren.

Het bepaalt de organisatie van zijn prestaties en de nadere regels voor het overleg met de deeltijdse werkplaatsleider die hem moet bijstaan.

§ 2 Na voorafgaand raadpleging met het plaatselijk sociaal overlegorgaan en met voorafgaande instemming van de inrichtende macht, vertrouwt de directeur een opdrachtblad aan de deeltijdse werkplaatsleider bedoeld in het vorige lid toe.

§ 3 Na voorafgaand raadpleging van het plaatselijk sociaal overlegorgaan, met voorafgaande instemming van de inrichtende macht, vertrouwt de directeur die na de leeftijd van 58 jaar een gedeeltelijke terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen krijgt vóór het rustpensioen of een gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan, een opdrachtenblad toe aan de deeltijdse adjunct-directeur die wordt opgeroepen om hem bij te staan.

§ 4 Hij kan tevens, indien nodig, bepaalde wijzigingen aanbrengen in het opdrachtenblad van andere adjunct-directeuren en werkplaatsleiders, overeenkomstig de voorgaande paragrafen”.

**HOOFDSTUK XI. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs**

**Art. 23.** In artikel 42, § 2, van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden tussen de woorden “lager secundair onderwijs” en “of adjunct-directeur” de woorden “, adjunct-directeur van een kleuterschool, adjunct-directeur van een lagere school of van een basisschool” ingevoegd;

2° in het eerste lid, punt 1° en in lid 2, worden de woorden “bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de 1ste graad” vervangen door “bekwaamheidsbewijs van het bachelorsniveau”.

**Art. 24.** In artikel 52*quinquies*, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “alsmede 5, § 2, 1° en 2°” vervangen door de woorden “, 5, § 2, 1° en 2° en 5, § 3, 1° en 2°”.

**Art. 25.** Lid 2 van § 1 van artikel 52*quinquies*/3 van hetzelfde decreet wordt geschrapt.

**Art. 26.** In artikel 52*octies*, § 1, lid 2, van hetzelfde decreet worden de woorden “het personeelslid” vervangen door de woorden “aan het personeelslid”.

**Art. 27.** In hetzelfde decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs, wordt een artikel 52*octies*/1 ingevoegd, dat als volgt luidt

“Artikel 52*octies*/1. - § 1. In afwijking van artikel 52*septies* wijzigt de directeur, na voorafgaand raadpleging van het plaatselijk orgaan voor sociaal overleg, met voorafgaande instemming van de inrichtende macht, ambtshalve de inhoud van het opdrachtenblad van de werkplaatsleider die een gedeeltelijke terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen geniet, voorafgaand aan het rustpensioen of de gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan na het bereiken van de leeftijd van 58 jaar.

In het gewijzigde opdrachtenblad worden de opdrachten vermeld die hij voorheen vervulde en die hij zal delegeren.

Het bepaalt de organisatie van zijn prestaties en de nadere regels voor het overleg met de deeltijdse werkplaatsleider die hem moet bijstaan.

§ 2 Na voorafgaand raadpleging met het plaatselijk sociaal overlegorgaan en met voorafgaande instemming van de inrichtende macht, vertrouwt de directeur een opdrachtblad aan de deeltijdse werkplaatsleider bedoeld in het vorige lid toe.

§ 3 Na voorafgaand raadpleging van het plaatselijk sociaal overlegorgaan, met voorafgaande instemming van de inrichtende macht, vertrouwt de directeur die na de leeftijd van 58 jaar een gedeeltelijke terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen krijgt vóór het rustpensioen of een gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan, een opdrachtenblad toe aan de deeltijdse adjunct-directeur die wordt opgeroepen om hem bij te staan.

§ 4 Hij kan tevens, indien nodig, bepaalde wijzigingen aanbrengen in het opdrachtenblad van andere adjunct-directeuren en werkplaatsleiders, overeenkomstig de bepalingen genomen ter uitvoering van de voorgaande leden”.

HOOFDSTUK XII. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996 tot oprichting van recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap*

**Art. 28.** In hoofdstuk V van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996 tot oprichting van recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap wordt een nieuw artikel 21bis ingevoegd, dat als volgt luidt

“Artikel 21bis. – De betrekking van directeur mag niet worden opgesplitst.

Onverminderd het vorige lid, wordt aan het recreatie- en openluchtcentrum waarvan de directeur een vermindering van de arbeidstijd geniet krachtens:

a) Artikel 19 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 tot uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van het leidinggevend en onderwijzend personeel, van het onderwijshulp personeel en van het paramedisch personeel van de instellingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze instellingen afhangen en van het personeel van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze instellingen;

b) Artikel 22ter van voornoemd koninklijk besluit van 15 januari 1974;

c) Artikel 10ter van koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de lasten, wedden, weddetoelagen en verloven wegens verminderde prestaties in het onderwijs en in de PMS-centra;

d) Artikel 10quatorduodécies/1 van voornoemd koninklijk besluit nr. 297;

e) Artikel 3, lid 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en in de PMS-centra,

ter ondersteuning van zijn directeur, een tijdelijke betrekking van deeltijdse opvoeder of internaatopvoeder toegekend vanaf de datum van inwerkingtreding van de bedoelde bepaling, op halftijdse basis (situaties a en b), op 1/4de basis (situaties c en d), respectief op 1/5de basis (situatie e). Deze betrekking mag niet het voorwerp uitmaken van een benoeming of aanwerving in vast verband. Zij wordt afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is”.

HOOFDSTUK XIII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 juni 1998 houdende de organisatie van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

**Art. 29.** In het decreet van 2 juni 1998 houdende de organisatie van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt een artikel 54bis ingevoegd, luidend als volgt

“Artikel 54bis - De betrekking van directeur, bedoeld in artikel 54, mag niet worden opgesplitst.

Onverminderd het vorige lid kan de instelling waarvan de directeur een vermindering van de arbeidstijd geniet krachtens:

a) Artikel 19 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 tot uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van het leidinggevend en onderwijzend personeel, van het onderwijshulp personeel en van het paramedisch personeel van de instellingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze instellingen afhangen en van het personeel van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze instellingen;

b) Artikel 22ter van voornoemd koninklijk besluit van 15 januari 1974;

c) Artikel 10ter van koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de lasten, wedden, weddetoelagen en verloven wegens verminderde prestaties in het onderwijs en in de PMS-centra;

d) Artikel 10quatorduodécies/1 van voornoemd koninklijk besluit nr. 297;

e) Artikel 3, lid 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en in de PMS-centra,

om zijn directeur bij te staan, een tijdelijke betrekking toegekend krijgen van adjunct-directeur op deeltijdse basis vanaf de datum van inwerkingtreding van de bedoelde bepaling, respectief halftijds (situaties a en b), 1/4de (situaties c en d) of 1/5de (situatie e). Deze betrekking mag niet het voorwerp uitmaken van een benoeming of aanwerving in vast verband. Zij wordt afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is.

De adjunct-directeur waarnaar in het vorige lid wordt verwezen en die:

a) een halftijds personeelslid is, is verplicht 18 lestijden per week te presteren, gespreid over minstens 3 dagen per week, ongeacht het aantal dagen dat de inrichting elke week open is;

b) een 1/4de personeelslid is, is verplicht 9 lestijden per week te presteren, gespreid over minstens 2 dagen per week, ongeacht het aantal dagen dat de inrichting elke week open is;

c) een 1/5de personeelslid is, is verplicht 7 lestijden per week te presteren, gespreid over minstens 2 dagen per week, ongeacht het aantal dagen waarop de inrichting open is.

HOOFDSTUK XIV. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 13 juli 1998 houdende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijsregeling*

**Art. 30.** In hoofdstuk VI van het decreet van 13 juli 1998 houdende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijsregeling wordt een artikel 51quater ingevoegd, luidend als volgt:

“Artikel 51quater. – § 1. Een betrekking van directeur wordt toegekend aan elke gewone kleuterschool, lagere school of basisschool georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. Deze betrekking mag niet worden opgesplitst.

§ 2 Onverminderd het vorige lid, krijgt de school waarvan de directeur een vermindering van de arbeidsduur geniet krachtens:

a) Artikel 19 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 tot uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van het leidinggevend en onderwijzend personeel, van het onderwijshulp personeel en van het paramedisch personeel van de instellingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze instellingen afhangen en van het personeel van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze instellingen;



b) Artikel 22ter van voornoemd koninklijk besluit van 15 januari 1974;

c) Artikel 10ter van koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de lasten, wedden, weddetoelagen en verloven wegens verminderde prestaties in het onderwijs en in de PMS-centra;

d) Artikel 10quatorduodécies/1 van voornoemd koninklijk besluit nr. 297;

e) Artikel 3, lid 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en in de PMS-centra,

om zijn directeur bij te staan, een tijdelijke betrekking van adjunct-directeur op deeltijdse basis vanaf de datum van inwerkingtreding van de bedoelde bepaling, respectief halftijds (situaties a en b), 1/4de (situaties c en d) of 1/5de (situatie e). Deze betrekking mag niet het voorwerp uitmaken van een benoeming of aanwerving in vast verband. Zij wordt afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is.

De adjunct-directeur waarnaar in het vorige lid wordt verwezen en die:

a) halftijds werkt, is verplicht minstens vier halve dagen per week te werken;

b) voor een 1/4de of een 1/5de werkt, is verplicht minstens twee halve dagen per week te presteren.

§ 3 In afwijking van § 2 kan een school waarvan de directeur onder artikel 23, § 1 of onder artikel 45, lid 1 valt en die een vermindering van de arbeidstijd geniet krachtens:

a) Artikel 19 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 tot uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van het leidinggevend en onderwijzend personeel, van het onderwijshulp personeel en van het paramedisch personeel van de instellingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze instellingen afhangen en van het personeel van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze instellingen;

b) Artikel 22ter van voornoemd koninklijk besluit van 15 januari 1974;

c) Artikel 10ter van koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de lasten, wedden, weddetoelagen en verloven wegens verminderde prestaties in het onderwijs en in de PMS-centra;

d) Artikel 10quatorduodécies/1 van voornoemd koninklijk besluit nr. 297;

e) Artikel 3, lid 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en in de PMS-centra,

worden toegekend, om zijn directeur bij te staan vanaf de datum van inwerkingtreding van de bedoelde bepaling:

a) een 1/4de in geval de directeur een vermindering met een 1/4de of een 1/5de tijd heeft verkregen;

b) een halftijdse betrekking, indien de directeur een vermindering met één halftijdse betrekking heeft verkregen.

Het lid van het onderwijzend personeel dat gedurende de in het vorige lid bedoelde perioden in een aanwervingsambt is tewerkgesteld, vervangt bij voorrang de directeur die vermindering van zijn arbeidstijd geniet in zijn gehele of een gedeelte van zijn onderwijslast en verricht in voorkomend geval andere pedagogische of coördinerende opdrachten.

Behalve wanneer er voor geen enkele periode een kandidaat is, moeten deze perioden aanleiding geven tot de aanwerving van één enkel personeelslid. Deze perioden leiden niet tot een benoeming of aanwerving in vast verband. Zij worden afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet langer van toepassing is".

HOOFDSTUK XV. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderings- en selectieambten*

**Art. 31.** In artikel 5 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderings- en selectieambten wordt een paragraaf 3 ingevoegd, die als volgt luidt

"§ 3 De selectieambten die door personeelsleden in het basisonderwijs kunnen worden uitgeoefend, zijn de volgende:

1° adjunct-directeur van een kleuterschool;

2° adjunct-directeur van een basisschool of een lagere school".

**Art. 32.** In artikel 12quater van hetzelfde decreet worden de termen "bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de eerste graad" vervangen door de termen "bekwaamheidsbewijs van het bachelorsniveau".

**Art. 33.** In artikel 23 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In lid 2 worden de woorden "Op voorstel van de Vaste Commissie kan de inrichtende macht" vervangen door de woorden "De in artikel 24 bedoelde opleidingsoperatoren kunnen".

2° Lid 4 wordt vervangen door de volgende tekst

"Binnen de perken van de beschikbare plaatsen en volgens de volgorde van inschrijving wordt ieder personeelslid toegelaten tot de opleiding waarvoor hij zich wenst in te schrijven, tenzij de betrokkene op de datum van indiening van zijn aanvraag tot deelneming niet of niet meer voldoet aan alle voorwaarden, vermeld in artikel 8, § 1, 1°.";

3° Lid 5 wordt vervangen door de volgende tekst

"Onverminderd de bepalingen van lid 4, worden personeelsleden die in toepassing van artikel 35, § 1 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs en in toepassing van artikel 28, § 1 van dit decreet worden aangesteld in een bevorderings- of selectieambt, bij voorrang toegelaten tot de opleiding voor het betrokken bevorderings- of selectieambt".

**Art. 34.** In artikel 28 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In § 2 wordt tussen paragraaf 1 en paragraaf 2 een paragraaf ingevoegd die luidt als volgt: "Onverminderd paragraaf 1 moeten personeelsleden, om tijdelijk benoemd te kunnen worden tot adjunct-directeur in het kleuteronderwijs, het lager onderwijs of het basisonderwijs in de Franse Gemeenschap, houder zijn van een bekwaamheidsbewijs op het bachelorsniveau en van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs dat een bevoegdheidsbekwaamheidsbewijs vormt zoals opgesomd in artikel 100 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs";

2° In § 4, eerste lid, worden de woorden "op 1 januari" en de woorden "in het kader van de procedure die in de voorafgaande maand oktober is ingeleid" geschrapt;

3° In § 4, tweede lid, worden de woorden "op 1 januari" en de woorden "in het kader van de procedure die in de voorafgaande maand januari is ingeleid" geschrapt.

**Art. 35.** In artikel 28*bis*, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "alsmede 5, § 2, 1° en 2°" vervangen door de woorden ", 5, § 2, 1° en 2° en 5, § 3, 1° en 2°".

**Art. 36.** In artikel 28*ter* van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden ", door de evaluatiecommissie bedoeld in artikel 37 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs" vervangen door " door de inrichtende macht";

2° in lid 2 worden de woorden "rekening houdend met de ambtsprofielen zoals bepaald in het besluit van de Franse Gemeenschap van 4 juli 2002 tot nadere bepaling van de bevoegdheden en tot bepaling van de ambtsprofielen van de houders van een bevorderings- en selectieambt in toepassing van artikel 18 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderings- en selectieambten" geschrapt.

**Art. 37.** In hoofdstuk IV*bis*, afdeling I, van hetzelfde decreet wordt een artikel 28*quinquies*/1 ingevoegd, dat als volgt luidt

"Artikel 28*quinquies*/1. - § 1. In afwijking van artikel 28*quater* wijzigt de directeur, na voorafgaande raadpleging van het plaatselijk orgaan voor sociaal overleg, met voorafgaande instemming van de inrichtende macht, ambtshalve de inhoud van het opdrachtenblad van de werkplaatsleider die na het bereiken van de leeftijd van 58 jaar gedeeltelijk verlof om persoonlijke redenen voorafgaand aan het rustpensioen of van gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan geniet.

In het gewijzigde opdrachtenblad worden de opdrachten vermeld die hij voorheen vervulde en die hij zal delegeren.

Het bepaalt de organisatie van zijn prestaties en de nadere regels voor het overleg met de deeltijdse werkplaatsleider die hem moet bijstaan.

§ 2 Na voorafgaand overleg met het plaatselijk sociaal overlegorgaan en met voorafgaande instemming van de inrichtende macht, vertrouwt de directeur een opdrachtenblad toe aan de deeltijdse werkplaatsleider bedoeld in het vorige lid.

§ 3 Na voorafgaand raadpleging van het plaatselijk sociaal overlegorgaan, met voorafgaande instemming van de inrichtende macht, vertrouwt de directeur die na de leeftijd van 58 jaar een gedeeltelijk terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen krijgt vóór het rustpensioen of een gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan, een opdrachtenblad toe aan de deeltijdse adjunct-directeur die wordt opgeroepen om hem bij te staan.

§ 4 Hij kan tevens, indien nodig, bepaalde wijzigingen aanbrengen in het opdrachtenblad van andere adjunct-directeuren en werkplaatsleiders, overeenkomstig het bepaalde in de voorgaande leden".

**Art. 38.** In artikel 28*decies*, § 2, lid 4, worden de woorden "van de toelating tot de stage" vervangen door de woorden "van de aanstelling".

HOOFDSTUK XVI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

**Art. 39.** In artikel 40 van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt § 1;

2° er worden een § 2 en een § 3 toegevoegd, die als volgt luiden:

"§ 2 Het ambt van directeur als bedoeld in § 1 mag niet worden opgesplitst.

Onverminderd het vorige lid, kan de kleuterschool, de basisschool of de lagere school waarvan de directeur een vermindering van de arbeidstijd geniet ten gevolge van

a) Artikel 19 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 tot uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van het leidinggevend en onderwijzend personeel, van het onderwijshulppersoneel en van het paramedisch personeel van de instellingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze instellingen afhangen en van het personeel van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze instellingen;

b) Artikel 22*ter* van voornoemd koninklijk besluit van 15 januari 1974;

c) Artikel 10*ter* van koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de lasten, wedden, weddetoelagen en verloven wegens verminderde prestaties in het onderwijs en in de PMS-centra;

d) Artikel 10*quatuordecies*/1 van voornoemd koninklijk besluit nr. 297;

e) Artikel 3, lid 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en in de PMS-centra,

om zijn directeur bij te staan, een tijdelijke betrekking van adjunct-directeur op deeltijdse basis toegekend krijgen vanaf de datum van inwerkingtreding van de bedoelde bepaling, respectief halftijds (situaties a en b), 1/4de (situaties c en d) of 1/5de (situatie e). Deze betrekking mag niet het voorwerp uitmaken van een benoeming of aanwerving in vast verband. Zij wordt afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is.

De adjunct-directeur waarnaar in het vorige lid wordt verwezen en die:

a) halftijds werkt, is verplicht minstens vier halve dagen per week te werken;

b) een 1/4de of een 1/5de periode werkt, is verplicht minstens twee halve dagen per week te werken.

§ 3 In afwijking van § 2 krijgt een kleuter-, lagere of basisschool waarvan de directeur overeenkomstig artikel 41 verplicht is lestijden te geven en die krachtens de in het vorige lid bedoelde bepalingen een vermindering van zijn arbeidstijd geniet, om zijn directeur bij te staan, met ingang van de datum van inwerkingtreding van de bedoelde bepaling:

a) zes lestijden van een lestijdenpakket in het geval dat de directeur een vermindering van een 1/4de of een 1/5de heeft verkregen;

b) twaalf lestijden van een lestijdenpakket waarin de directeur een vermindering met één halve werkdag heeft verkregen.

Het lid van het onderwijzend personeel dat in het kader van de in het vorige lid bedoelde lestijden in een aanwervingsambt is tewerkgesteld, vervangt bij voorrang de directeur die vermindering van zijn arbeidstijd geniet in zijn gehele of een gedeelte van zijn onderwijslast en verricht in voorkomend geval andere pedagogische of coördinerende opdrachten.

Behalve wanneer er voor geen enkele lestijden een kandidaat is, moeten deze lestijden aanleiding geven tot de aanwerving van één enkel personeelslid. Deze lestijden leiden niet tot een vaste benoeming of aanwerving. Zij worden afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet langer van toepassing is.

**Art. 40.** In artikel 74 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt § 1;

2° er worden paragrafen 2, 3, 4 en 5 toegevoegd, die als volgt luiden:

“§ 2 Een betrekking van directeur wordt toegekend aan elke gespecialiseerde secundaire school die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd. Deze betrekking mag niet worden opgesplitst.

§ 3 Onverminderd paragraaf 2, krijgt de school waarvan de directeur een vermindering van de arbeidstijd geniet krachtens:

a) Artikel 19 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 tot uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van het leidinggevend en onderwijzend personeel, van het onderwijshulppersoneel en van het paramedisch personeel van de instellingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze instellingen afhangen en van het personeel van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze instellingen;

b) Artikel 22ter van voornoemd koninklijk besluit van 15 januari 1974;

c) Artikel 10ter van koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de lasten, wedden, weddetoelagen en verloven wegens verminderde prestaties in het onderwijs en in de PMS-centra;

d) Artikel 10quatorduodécies/1 van voornoemd koninklijk besluit nr. 297;

e) Artikel 3, lid 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en in de PMS-centra,

om zijn directeur bij te staan, een tijdelijke betrekking van adjunct-directeur op deeltijdse basis toegekend vanaf de datum van inwerkingtreding van de bedoelde bepaling, respectief halftijds (situaties a en b), 1/4de (situaties c en d) of 1/5de (situatie e). Deze betrekking mag niet het voorwerp uitmaken van een benoeming of aanwerving in vast verband. Zij wordt afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is.

De adjunct-directeur waarnaar in het vorige lid wordt verwezen en die:

a) halftijds werkt, is verplicht minstens vier halve dagen per week te werken;

b) een 1/4de of een 1/5de tijd werkt, is verplicht minstens twee halve dagen per week te werken.

§ 4 In afwijking van § 3 krijgt een secundaire school waarvan de directeur overeenkomstig artikel 75 verplicht is lestijden te geven en die krachtens de in het vorige lid bedoelde bepalingen een vermindering van zijn arbeidstijd geniet, om zijn directeur bij te staan, met ingang van de datum van inwerkingtreding van de bedoelde bepaling:

a) zes lestijden van een lestijdenpakket in het geval dat de directeur een vermindering van een 1/4de of een 1/5de heeft verkregen;

b) twaalf lestijden van een lestijdenpakket waarin de directeur een vermindering met één halve werkdag heeft verkregen.

Het lid van het onderwijzend personeel dat in het kader van de in het vorige lid bedoelde lestijden in een aanwervingsambt is tewerkgesteld, vervangt bij voorrang de directeur die vermindering van zijn arbeidstijd geniet in zijn gehele of een gedeelte van zijn onderwijslast en verricht in voorkomend geval andere pedagogische of coördinerende opdrachten.

Behalve wanneer er voor geen enkele lestijden een kandidaat is, moeten deze lestijden aanleiding geven tot de aanwerving van één enkel personeelslid. Deze lestijden leiden niet tot een vaste benoeming of aanwerving. Zij worden afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet langer van toepassing is.

§ 5 De gespecialiseerde school voor secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap waarvan de werkplaatsleider een vermindering van zijn arbeidstijd geniet krachtens:

a) Artikel 19 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 tot uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van het leidinggevend en onderwijzend personeel, van het onderwijshulppersoneel en van het paramedisch personeel van de instellingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze instellingen afhangen en van het personeel van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze instellingen;

b) Artikel 22ter van voornoemd koninklijk besluit van 15 januari 1974;

c) Artikel 10ter van koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de lasten, wedden, weddetoelagen en verloven wegens verminderde prestaties in het onderwijs en in de PMS-centra;

d) Artikel 10quatorduodécies/1 van voornoemd koninklijk besluit nr. 297;

e) Artikel 3, lid 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en in de PMS-centra,

krijgt, om zijn werkplaatsleider bij te staan, een tijdelijke betrekking van werkplaatsleider op deeltijdse basis toegekend vanaf de datum van inwerkingtreding van de bedoelde bepaling, respectief halftijds (situaties a en b), 1/4de (situaties c en d) of 1/5de (situatie e). Deze betrekking mag niet het voorwerp uitmaken van een benoeming of aanwerving in vast verband. Zij wordt afgeschaft zodra de bedoelde bepaling niet meer van toepassing is”.

HOOFDSTUK XVII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs*

**Art. 41.** In artikel 6 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 worden de woorden “bedoeld in artikel 7” geschrapt;

2° in § 2 worden de woorden “lid 3” vervangen door de woorden “lid 2”.

**Art. 42.** In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het eerste lid worden de woorden "of elke niet-aangesloten inrichtende macht" geschrapt;

2° Er wordt een lid 2 ingevoegd:

"De niet-aangesloten inrichtende machten houden zich aan het opleidingsplan bepaald door één van de federaties van inrichtende machten of door de inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap".

**Art. 43.** Artikel 17, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst

"§ 1. De "netoverschrijdende" opleiding wordt, op basis van het in artikel 12 bedoelde opleidingsplan, georganiseerd en gecertificeerd door het Institut de la formation en cours de carrière.

Het Institut de la formation en cours de carrière kan de organisatie, de certificering en het verstrekken van bepaalde modules of delen van modules aan de volgende organisaties toevertrouwen:

1° de Universiteiten;

2° de Hogescholen;

3° de Onderwijsinstellingen voor sociale promotie die hoger onderwijs organiseren".

**Art. 44.** In artikel 18, lid 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het eerste lid worden de woorden "of door elke inrichtende macht die niet bij een van deze federaties is aangesloten" geschrapt;

2° Er wordt een lid 2 ingevoegd : "De inrichtende machten die niet zijn aangesloten bij een federatie van inrichtende machten vertrouwen de organisatie en de certificering van deze opleidingen toe aan de federatie van inrichtende machten of aan de inrichtende macht waarmee zij een overeenkomst hebben gesloten overeenkomstig artikel 9".

**Art. 45.** Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een paragraaf 5, die als volgt luidt

" § 5. in afwijking van de paragrafen 1 en 2, wijzigt de inrichtende macht van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde school ambtshalve de inhoud van het opdrachtenblad van de directeur die een gedeeltelijk ontslag om persoonlijke redenen vóór het pensioen of een gedeeltelijke onderbreking van de beroepsloopbaan na de leeftijd van 58 jaar geniet.

In het gewijzigde opdrachtenblad worden, waar nodig, de aard en de omvang van de aan de directeur verleende delegaties vermeld. Het bepaalt de wijze waarop hij zijn pedagogisch leiderschap uitoefent, de opdrachten die hij niet kan delegeren en de eerder uitgeoefende opdrachten die hij delegeert.

Het stelt de organisatie van zijn diensten vast, alsmede de wijze waarop hij overleg pleegt met het personeelslid of de personeelsleden dat/die hem bijstaat (bijstaan)".

**Art. 46.** In artikel 28, paragraaf 3, van hetzelfde decreet worden de woorden "Artikel 31" vervangen door de woorden "Artikel 27".

**Art. 47.** In de artikelen 35, § 1, derde lid, 1°, 57, § 1, eerste lid, 1°, en tweede lid, en 80, § 1, eerste lid, 1°, en tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de 1e graad" vervangen door "bekwaamheidsbewijs van het bachelorsniveau".

**Art. 48.** In artikel 33 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen ingevoegd:

1° In § 1, derde lid, wordt na de woorden "die anciënniteit verkrijgt" de volgende zin ingevoegd: "Dit lid is niet van toepassing in de toestand bedoeld in de artikelen 56, § 3, B, en 79, § 3, B".)

2° In § 9 wordt een derde lid toegevoegd:

"Een stagedoend directeur die een of meer modules van de "netoverschrijdende" opleiding niet heeft kunnen volgen omdat zijn inrichtende macht niet is aangesloten bij een federatie van inrichtende machten, kan een verlenging van zijn stage met één jaar krijgen om de hem ontbrekende netmodule(s) te kunnen volgen en te slagen".

**Art. 49.** In artikel 36ter, § 1, derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "aan de Regering volgens de methoden die zij vaststelt" vervangen door de woorden "aan de diensten van de Regering volgens de nadere regels die zij vaststellen".

**Art. 50.** Aan artikel 56, § 3, onder B, van hetzelfde decreet wordt een laatste lid toegevoegd:

"Indien een directeur die zijn ambt uitoefent binnen een inrichtende macht die niet is aangesloten bij een federatie van inrichtende machten, niet al zijn getuigschriften, bedoeld in artikel 58 1°, heeft behaald op het ogenblik dat het ambt vacant wordt, kan hij zijn inrichtende macht verzoeken een opleiding van één jaar te volgen".

**Art. 51.** In de artikelen 60, § 2, eerste lid, en 83, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet worden na de woorden "§ 1, 3°" de woorden "en 4°" ingevoegd.

**Art. 52.** Aan artikel 79, § 3, onder B, wordt een laatste lid toegevoegd:

"Indien een directeur die zijn ambt uitoefent binnen een inrichtende macht die niet is aangesloten bij een federatie van inrichtende machten, niet al zijn getuigschriften, bedoeld in artikel 81 1°, heeft behaald op het ogenblik dat het ambt vacant wordt, kan hij zijn inrichtende macht verzoeken een opleiding van één jaar te volgen".

**Art. 53.** In artikel 131bis, § 2, 3°, van hetzelfde decreet worden de woorden "en follow-up" geschrapt.

**Art. 54.** In artikel 131ter, § 2, 5°, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden: "met uitzondering van de personeelsleden bedoeld in artikel 131 bis" worden ingevoegd tussen de woorden: "onverminderd artikel 15, lid 3" en de woorden "personeelsleden";

2° na de woorden "in artikel 11, § 4.", worden de volgende woorden toegevoegd: "In het gesubsidieerd onderwijs zijn evenwel de directeurs die vóór 1 september 2019 tijdelijk in ambt zijn getreden na een procedure van oproeping, en die na die datum tot de stage werden toegelaten, vrijgesteld van deze opleiding".

**Art. 55.** In tabel I van de bijlage bij het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs in het onderwijs:

1) In de rubriek "coördinator van een centrum voor alternerend onderwijs en beroepsopleiding", in de kolom "bevoegdheidsbekwaamheidsbewijs", worden de woorden "bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de eerste graad" vervangen door "bekwaamheidsbewijs van het bachelorsniveau";

2) In de kolom "titel(s) van de hoedanigheid" in de rubriek "hoofdwerkzaamheid" worden de woorden "titel van het hogere niveau van de eerste graad" vervangen door "titel van het baccalaureaatsniveau".

HOOFDSTUK XVIII. — *Evaluatie*

**Art. 56.** De uitvoering van dit decreet is onderworpen aan een jaarlijkse monitoring door de regering van de gevolgen ervan voor de begroting. Er wordt ook voorzien in een algemene evaluatie van het systeem drie jaar na de inwerkingtreding ervan.

HOOFDSTUK XIX. — *Inwerkingtreding*

**Art. 57.** Dit decreet treedt in werking op 3 februari 2021, met uitzondering van:

a) de artikelen 8, 53 en 54, die uitwerking hebben met ingang van 1 september 2019;

b) artikel 4, dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2020.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 februari 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op  
« Wallonie-Bruxelles Enseignement »,

Fr. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening  
aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—  
Nota

*Zitting 2020-2021*

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 172-1. - Commissieverslag, nr. 172-2. - Vergaderingsamendementen, nr. 172-3. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr.172-4

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 3 februari 2021.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2021/30370]

**11 FEVRIER 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 49 relatif au soutien des fédérations et associations sportives reconnues dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19**

**Rapport au Gouvernement**

L'arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française présenté fait suite au décret du 14 novembre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement en vue de réagir à la deuxième vague de la crise sanitaire du COVID-19.

Cet arrêté a pour objectif de soutenir des opérateurs actifs reconnus dans le secteur du sport par la Communauté française dont la viabilité financière et la poursuite de l'objet social sont menacées du fait de l'application des mesures sanitaires de confinement.

Ces opérateurs sont les fédérations sportives, les fédérations sportives non compétitives, la fédération sportive handisport, les associations sportives multidisciplinaires, l'association sportive handisport de loisir, l'association du sport scolaire et l'association du sport dans l'enseignement supérieur reconnues par la Communauté française en vertu des articles 21 à 28 du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française

L'aide prendra la forme d'une subvention exceptionnelle octroyée dans les conditions énoncées à l'article 3.

Commentaire des articles

Article 1<sup>er</sup>

Cet article détermine le champ d'application du présent arrêté ainsi que le public ciblé, à savoir les fédérations sportives, les fédérations sportives non compétitives, la fédération sportive handisport, les associations sportives multidisciplinaires, l'association sportive handisport de loisir, l'association du sport scolaire et l'association du sport dans l'enseignement supérieur reconnues par la Communauté française en vertu des articles 21 à 28 du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française.

Article 2

Le Gouvernement habilite la Ministre des Sports à octroyer une subvention exceptionnelle de 6 millions d'euros aux opérateurs ciblés à condition de respecter le prescrit de l'article 3.

L'objectif de ces subventions exceptionnelles est de soutenir les opérateurs reconnus du mouvement sportif en Fédération Wallonie-Bruxelles afin de répondre aux mesures sanitaires imposées par le COVID-19 qui affectent particulièrement leurs missions prioritaires et par conséquent leurs finances et celles de leurs cercles.